

SERBIE : ETAT DES LIEUX

Un an après la guerre de Serbie, les principales thèses avancées dans la huitième livraison de Mouvement Communiste se sont vérifiées. La guerre de destruction des populations albanaises de la Kosova entreprise par Belgrade était censée arrêter la déliquescence économique du régime et rappeler le Monténégro à l'ordre fédéral par la mobilisation nationaliste inter-classiste à laquelle la classe ouvrière serbe a largement succombé, activement ou par l'indifférence et le mépris envers le sort des populations kosovars. Prenant prétexte de cette tragédie, la coalition de l'OTAN sous direction américaine en a profité pour redessiner la configuration impérialiste régionale, dans laquelle chaque protagoniste a joué également sa propre partition, et refouler encore un peu plus la Russie du " Finistère européen ", non sans tenter d'infléchir la donne stratégique dans des théâtres géopolitiques plus lointains (Caucase, Asie centrale, Mer de Chine). Surtout, contre le bellicisme et le pacifisme, qui n'a jamais été tant arboré par les classes dominantes qu'en ce printemps 99, nous énoncions le seul scénario à même de détruire le bloc social réactionnaire sur lequel s'appuyaient l'armée et les milices serbes dans leurs œuvres criminelles, à savoir la débâcle militaire de Belgrade, condition nécessaire mais non suffisante d'une reprise de la lutte de classe. Comme preuve, la fin de la guerre signée le 9 juin à Kumanovo suit de quelques jours seulement les manifestations de milliers de déserteurs, de conscrits et de leurs familles dans les villes de province (Krusevac, Kraljevo, Cacak) et la mort de plusieurs centaines de soldats au cours de la percée de Koçare sur la frontière albanaise. Les failles grandissantes dans l'union sacrée ont décidé l'épilogue de la guerre. Le choix de la guerre aérienne à 5 000 mètres, d'abord dénominateur commun de l'engagement des membres de la coalition militaire occidentale, tenait compte d'ailleurs de ce risque d'effondrement militaire serbe, prélude d'une désagrégation du régime et de la possible ' anarchie ' qu'elle aurait engendrée. D'où, aussi, la fixation tactique sur des objectifs économiques afin d'affaiblir suffisamment la Serbie pour qu'elle cesse le combat sans craindre des mouvements sociaux incontrôlables, sans par

trop crispier l'armée contre l'Otan, armée qui sera probablement amenée à désavouer Milosevic si la crise de régime atteint un point de non-retour. L'armée s'est ainsi retirée en bon ordre du Kosovo. Aujourd'hui, contre la fiction d'une fédération yougoslave dont le Monténégro et la Kosova feraient juridiquement toujours partie, le processus bien réel d'éclatement de l'Etat s'accélère.

DECOMPOSITION DE L'ETAT EN SERBIE

En Serbie, l'Etat a essayé de mobiliser la population pour la reconstruction sans rencontrer ni franche adhésion ni défiance active. Malgré la spectaculaire réhabilitation de certains ponts (dont ceux, détruits de nuit, sur lesquels dansaient auparavant le jour, sans grand risque, les troupes civiles de l'arrière), malgré le soutien de la Chine (300 millions de dollars de crédits à taux avantageux), l'économie reste paralysée et tourne au ralenti. La crise du pouvoir dégénère en guerre des gangs (assassinat du tigre psychopathe Arkan, du ministre de la défense Bulatovic, du chef du gouvernement de la Voïvodine, du président de la compagnie yougoslave d'aviation, etc.). L'opposition va retirer ses lettres de créances à Moscou par l'intermédiaire du royaliste Draskovic reçu par la Poutine de toutes les Russies ; les classes moyennes se remettent en mouvement (voir le succès d'audience du rassemblement d'opposition OTPOR – Résistance -). Les activistes d'un groupe appelé Armée Serbe de Libération (OSA, signifiant la Guêpe), comptant un lieutenant de l'armée yougoslave, a revendiqué une tentative d'assassinat sur Draskovic et est accusée d'avoir projeté de tuer Milosevic. De l'autre côté du spectre politique, le toujours très populaire fasciste Seselj tient des discours de guerre civile dans ses meetings. Malheureusement la classe ouvrière est absente, ne se manifeste par aucune activité indépendante notable dans ce climat de fin de règne.

LE MONTENEGRO CHOISIT LA SEPARATION

Le Monténégro tire parti de la crise de régime pour prendre le large et s'arrimer économiquement à l'Italie. 40 % du PIB provient de l'économie grise. La contrebande de cigarettes en est une composante essentielle, organisée avec la Sacra Corona Unita des Pouilles et les mafias albanaises d'Ulqin et de Shkodra. La démission du ministre des affaires étrangères Perosic en novembre 1999 témoigne de l'implication des sommets de l'Etat monténégrin dans les divers trafics. La crise de l'armée fédérale bénéficie aussi à la police de Podgorica, équipée selon des normes militaires, qui est le bras armé de la politique indépendantiste de Djukanovic. L'adoption du Deutsche Mark (Selon Petar Vujovic, le « gouverneur » de la future banque nationale du Monténégro, « *Plus de 90 % des paiements se font en marks* ») dans les transactions consomme encore plus la rupture économique avec Belgrade qui, en rétorsion, impose un blocus sur les échanges de marchandises, activant ce faisant une frontière territoriale jusqu'alors symbolique. Si le processus de séparation va à son terme, la Serbie perdra son unique accès à la mer, par les Bouches du Kotor et le port de Bar, et sera redimensionnée en une enclave résiduelle du nationalisme serbe à la dérive.

LA KOSOVA : UN CAMP DE SANS-RESERVES SOUS HAUTE SURVEILLANCE

La Kosova est devenu un protectorat sous verre. Si la terreur serbe a enfin disparu, ce que d'ailleurs la petite paysannerie pauvre albanaise, sauvagement déportée, a fêté comme une réelle libération, celle-ci n'a cependant retrouvé que ruines. Le bétail a été massivement abattu ou emporté dans la retraite serbe. Malgré les effets d'annonce, la manne financière promise par les puissances occidentales s'est avérée n'être que fumée. Reste, ici aussi, l'élévation du Deutsche Mark au rang de monnaie officielle. La solidarité clanique et l'aide de l'émigration ont servi d'amortisseurs aux effets dévastateurs de la guerre sur la petite propriété paysanne. La question agraire a été radicalement traitée, la Kosova est désormais une concentration de sans-réserve, vivant de petits ou grands trafics, quadrillée par la KFOR et le Corps de Protection dans laquelle se sont reconvertis d'anciens membres de l'UCK. Le renvoi des émigrés kosovars est massif (l'Allemagne en a expulsé plus de 15 000 ces derniers mois), contraints de se

débrouiller dans une " Kosova libre ", sans avoir eux-mêmes l'usage de la liberté. La dissolution de l'UCK a laissé sur le côté les milliers de combattants sincères ayant rejoint l'organisation comme seule perspective d'auto-défense contre les milices serbes. Ces anonymes – pour la plupart des petits paysans pauvres - ont donné à l'UCK le peu de souffle épique que les dirigeants et les cadres formés par les occidentaux se sont empressés de marchander pour leur reconversion en collaborateurs actifs des forces d'occupation de l'OTAN ou bénéficiaires de strapontins dans le nouveau petit théâtre politique en formation. Thaçi et Haradinaj disposent de leur propre formation politique, Agim Ceku dirige le Corps de Protection, d'autres, comme Ekrem Rexha (commandant Drini), sont assassinés dans d'obscurs règlements de compte. Enfin, l'éternel enrhumé Rugova a démontré à la face du monde qu'on peut survivre à la honte. Tout ce petit monde s'agite en futiles luttes de pouvoir. Un abcès de fixation artificiel a aussi été créé autour de trois communes en territoire serbe, peuplées majoritairement d'albanais (Presevo, Medvedja, Bujanovac) par quelques dizaines d'activistes de l'UCPMB, destiné à peser sur la question de Mitrovica, ville au Nord-Est de la Kosova, qui reste le seul couloir d'accès au protectorat pour les miliciens serbes et leur approvisionnement en armes. Près de 2000 albanais sont encore retenus dans les prisons de Serbie, transférés dans les fourgons serbes lors de la retraite de juin 99. L'impuissance des ouvriers et des paysans kosovars est à son comble. Le maigre lot de consolation qui leur est consenti par les occupants occidentaux est de concentrer leur vieille haine contre l'Etat serbe (largement justifiée) sur les quelques centaines de Serbes de Mitrovica, dont une partie est soutenue financièrement par le pouvoir de Belgrade et sur des Serbes isolés dans les villages peuplés par des Kosovars. Au risque bien réel de transformer les agressés en agresseurs, les torturés en tortionnaires... Et surtout, d'éloigner encore davantage toute perspective de classe dans la région.

POSITIONS DES PUISSANCES IMPERIALISTES

La Russie, activement engagée dans la restructuration de son appareil d'Etat, s'est retirée de l'échiquier balkanique, avalisant sa défaite et se

préparant à tourner la page Milosevic. L'attitude conciliante de Moscou n'est probablement pas sans lien avec l'indifférence occidentale à propos de la Tchétchénie. La Chine, tributaire de sa position radicale lors de la destruction de son ambassade à Belgrade, se perd toujours en déclarations d'amitiés doublées d'une aide économique à l'Etat serbe. C'est l'unique foyer de sa présence en Europe et une carte de second ordre dans son jeu diplomatique global. La Chine continentale lance ses principales offensives diplomatiques et militaires autour de la Mer de Chine (tentative de neutralisation et de mise au pas de Taïwan, allié des Etats-Unis et principal investisseur en Chine) et, prochainement, dans la Péninsule indienne pour contre-balancer la nouvelle alliance Etats-Unis/Inde vouée à remplacer celle entre Etats-Unis/Pakistan. Les Etats-Unis se désengagent financièrement en Kosova, même si leur présence militaire dans le protectorat international après juillet 2001 a été reconduite par le Congrès en mai 2000. La publication par *Newsweek* (du 15 mai 2000) d'un rapport sur l'état réel des dégâts infligés à l'armée serbe (14 chars détruits au lieu des 120 annoncés, 18 transports de troupes blindés au lieu de 220 et 20 pièces d'artillerie seulement au lieu de 450) illustre bien le fait qu'il s'agissait, pour l'OTAN, d'une guerre dont le but essentiel était de déstructurer le tissu industriel sans risquer la vie de ses militaires ni radicaliser l'armée serbe, éventuel interlocuteur dans le futur, contre la coalition menée par les Américains. L'Allemagne,

après avoir constaté l'improbable perspective de profits dans les Balkans, s'est repliée à hauteur de la Slovénie, abandonnant du même coup la Croatie à son marasme. Elle consolide de la sorte sa véritable aire économique en Mittel Europa avec l'Autriche, la Tchéquie et la Hongrie. L'Italie dispose du plus gros contingent d'occupation en Kosova et vise les territoires précédemment contrôlés par l'Allemagne. Le récent passage de la Croatie dans son aire d'influence, additionné au Monténégro et à l'Albanie donne à Rome la maîtrise des deux rives de l'Adriatique. Elle croise dès à présent dans la région la Turquie, un adversaire impérialiste qui a été capable de soumettre la diplomatie d'Athènes à ses intérêts et réglé à son avantage plusieurs questions géostratégiques (liquidation de la guérilla kurde et neutralisation de la Syrie, obtention du tracé de l'oléoduc partant de Bakou vers Ceyhan). Allié traditionnel de la Serbie, la France est habituée au pas de deux dans les Balkans. Ainsi a-t-elle maintenue une représentation diplomatique à Belgrade, ses soldats sont proposés pour reprendre la place vacante des russes eux qui jouent aussi les arbitres complaisants envers les Serbes à Mitrovica. Paris représente de fait pour la Serbie le dernier canal diplomatique ouvert avec l'OTAN. La grande inconnue reste de savoir sur quoi va déboucher la décomposition du régime de Belgrade. Force est de constater, qu'un sursaut prolétarien, bien qu'il représentât l'unique lumière dans la nuit balkanique, demeure très improbable dans la situation actuelle.